

Table des matières

Partie I – Régimes matrimoniaux et statut des couples non mariés	7
Les acquêts ou le retour du refoulé	9
<i>Simone NUDELHOLC</i>	
Chapitre I. Les acquêts de communauté dans le Code civil de 1804 et leur oubli par la loi du 14 juillet 1976	9
Section 1. Le rôle limité des acquêts dans le Code civil de 1804	10
Section 2. L'oubli des acquêts par le législateur de 1976	12
Chapitre II. La séparation de biens avec société ou communauté d'acquêts adjointe (état des lieux en janvier 2015)	14
Section 1. La séparation de biens avec société d'acquêts avant 1976 : une parade à l'incapacité juridique de la femme mariée, au pouvoir de gestion des biens communs par le seul mari et à divers autres archaïsmes	15
Section 2. Le regain d'intérêt pour le régime de séparation de biens avec société d'acquêts après la réforme de 1976	19
Section 3. La nécessité de respecter le principe de cohérence	21
Section 4. La rédaction du contrat de séparation de biens avec société d'acquêts (post-1976)	24
Section 5. La société d'acquêts limitée à un seul bien	27
Section 6. L'arrêt <i>Dinky Toys</i> rendu par la Cour d'appel de Bruxelles le 30 mars 2006	28
Section 7. Véritable communauté adjointe ou patrimoine commun interne?	30
§ 1. La nature de la société d'acquêts adjointe à un régime de séparation de biens avant la réforme de 1976	30
§ 2. La nature de la société d'acquêts adjointe à un régime de séparation de biens après la réforme de 1976	32
Chapitre III. L'avant-projet intégré d'Annemie Turtelboom et Hélène Casman	35
Section 1. L'origine de l'avant-projet intégré	35
Section 2. L'idée-force de l'avant-projet intégré : la réintroduction du concept d'acquêts dans le Code civil	36

Section 3. La proposition de loi concernant le droit successoral	36
Section 4. La définition des acquêts dans l'avant-projet intégré	37
Section 5. Considérations critiques	39
Section 6. La mort de la séparation de biens avec société d'acquêts et la consécration de la séparation de biens avec P.C.I.	41
Conclusion	42
Annexe	43

**Du nouveau en matière de séparation de biens
avec créance de participation aux acquêts?** 45

Thomas VAN HALTEREN

Introduction	45
Chapitre I. Rappel des principes	46
Section 1. Un régime de séparation de biens	48
Section 2. La créance de participation	50
Section 3. Composition et évaluation des patrimoines initiaux et finaux de chacun	51
§ 1. Le patrimoine initial	51
§ 2. Le patrimoine final	55
Section 4. Déterminer les acquêts, le montant de la créance et l'époux titulaire	57
Section 5. Le règlement de la créance de participation	59
Section 6. Incidence en matière de droits d'enregistrement et de succession	60
Section 7. Adoption par simple référence	62
Chapitre II. La convention franco-allemande du 4 février 2010 «instituant un régime matrimonial optionnel de la participation aux acquêts»	65
Section 1. Présentation du régime	66
§ 1. Le régime primaire imposé par le régime optionnel	67
§ 2. Le patrimoine originaire	68
§ 3. Le patrimoine final	69
§ 4. La détermination de la créance de participation et son règlement	70
Section 2. Ouverture du régime optionnel franco-allemand aux autres États européens	71

Chapitre III. L'avant-projet de loi ayant notamment prévu d'insérer des règles en matière de séparation de biens avec créance de participation aux acquêts en droit belge	73
Conclusion	80
Raison et déraison des avantages matrimoniaux	83
<i>Matthieu VAN MOLLE</i>	
Introduction	83
Chapitre I. Notion	84
Section 1. Définition	84
Section 2. Caractéristiques	86
Section 3. Casuistique	88
Chapitre II. Avantage matrimonial-libéralité	91
Chapitre III. Controverses actuelles	94
Section 1. Partage inégal sans condition de survie	94
Section 2. Avantages matrimoniaux et séparation de biens	95
Chapitre IV. Projet de réforme Turtelboom-Casman	98
Conclusion	99
Le statut patrimonial des couples non mariés	101
<i>Yves-Henri LELEU</i>	
Introduction	101
Chapitre I. Union libre	104
Section 1. Propriété des biens	104
Section 2. Rapports obligatoires	106
Section 3. Conventions de vie commune	112
Section 4. Clauses d'accroissement et de tontine	115
Chapitre II. La cohabitation légale	122
Section 1. Propriété des biens	122
Section 2. Conventions de cohabitation légale	126

Les assurances vie en régime de communauté de biens	131
<i>Vincent WYART</i>	
Introduction	131
Chapitre I. L'assurance vie	132
Section 1. Historique de la question	132
Section 2. L'arrêt de la Cour d'arbitrage – Portée	133
Section 3. Sort des contrats souscrits durant le mariage et liquidés après la dissolution du régime matrimonial: droit en faveur de la communauté	134
Section 4. Sort des contrats souscrits avant le mariage ou financés par des biens propres	136
Section 5. Assurance vie individuelle – Règle de gestion de la communauté	138
§ 1. Introduction	138
§ 2. La requalification du contrat – L'intention libérale	139
§ 3. Inconstitutionnalité de l'article 169 de la loi sur les assurances	142
Chapitre II. L'assurance groupe	145
Section 1. Caractéristiques techniques	145
Section 2. Disposition applicable – Rattachement au régime des pensions	146
Section 3. Absence de droit actuel sur le contrat d'assurance avant le terme du contrat d'assurance groupe	149
Section 4. Conséquence du rattachement à l'article 1401, 4, du Code civil: absence de récompense	151
Section 5. L'arrêt de la Cour constitutionnelle du 27 juillet 2011	152
§ 1. Les questions préjudicielles	152
§ 2. La décision de la Cour	153
Conclusion	157

Partie II – Successions et libéralités 159

Option successorale et substitution 161

Jim SAUVAGE

Introduction	161
Chapitre I. Option successorale	162
Section 1. Raison d'être du régime actuel et réformes récentes	162
Section 2. Droit d'opter	163
Section 3. Incapacité	168
Section 4. Acceptation pure et simple	171
Section 5. Acceptation sous bénéfice d'inventaire	177
Section 6. Renonciation	179
Section 7. Acte invalidé	180
Section 8. Droit de rétractation	181
Section 9. Perspectives de réforme	183
Chapitre II. Indignité successorale et substitution	184
Section 1. Raison d'être de la réforme	184
Section 2. Indignité	185
Section 3. Substitution	190
Section 4. Perspectives de réforme	192
Conclusion	193

L'évaluation des libéralités en vue du rapport et de la réduction au regard du principe de *juridicité* 195

Frédéric LALIÈRE

Introduction méthodologique : principe de <i>prévisibilité</i> versus principe de <i>juridicité</i>	195
Chapitre I. L'évaluation des biens donnés en vue de la réduction	199
Section 1. Rappel de la raison d'être du mécanisme de réduction et d'estimation des biens donnés selon leur valeur au jour de l'ouverture de la succession	199
Section 2. Le mal	202
Section 3. Un modèle de remède : l'article 922 nouveau du Code civil français	203
§ 1. Les palinodies du législateur français au cours du XX ^e siècle	203

§ 2. La loi française du 23 juin 2006 portant réforme des successions et des libéralités	206
Section 4. Réduction en valeur <i>versus</i> réduction en nature	208
Chapitre II. L'évaluation des biens donnés en vue du rapport	210
Section 1. Rappel de la raison d'être du mécanisme du rapport	210
Section 2. Le mécanisme du rapport dans le Code civil – pathologies – remèdes	212
§ 1. Rapport en nature <i>versus</i> rapport en valeur	212
§ 2. Rapport mobilier <i>versus</i> rapport immobilier	214
§ 3. Valorisation aux fins du rapport au jour de la donation? Au jour du décès? Au jour du partage?	215
Section 3. Vers une généralisation du rapport en valeur selon la date de l'ouverture de la succession	219
§ 1. Rejet de la date de la donation	219
§ 2. Rejet de la date du partage	221
§ 3. Généralisation de la date de l'ouverture de la succession	222
Chapitre III. Correctif <i>de lege ferenda</i> au principe du nominalisme monétaire	224

Les pactes successoraux 229

Philippe DE PAGE

1. L'article 1130, alinéa 2 du Code civil	229
2. La nullité est absolue	229
3. Quels sont les « pactes » visés?	230
4. L'objet – <i>in futuro</i> – du pacte – critère objectif	231
5. Le pacte sur des droits « actuels »	232
6. La loi peut écarter la prohibition	233
7. L'arrêt de la Cour de cassation du 31 octobre 2008 – nouvelle conception des effets du pacte prohibé?	234
8. <i>Quid</i> pour les pactes familiaux? – Les lois étrangères et le droit international privé ou conventionnel	236
9. Les pactes familiaux favorisés par le Code civil belge	238
10. Les attentes nouvelles	239
11. La réponse (partielle) dans les projets (caducs) de la législature 2013 – mars 2014	240
12. Suggestions et réflexions	241
13. Proposition de texte	242

L'usufruit du conjoint survivant et du cohabitant légal survivant, les inconvénients d'une solution idéale	245
<i>Alain-Charles VAN GYSEL</i>	
Chapitre I. La problématique	245
Chapitre II. La naissance du droit d'usufruit	247
Section 1. L'usufruit éventuel	247
Section 2. La réserve concrète et abstraite en usufruit et le disponible spécial de l'article 1094, § 3, du Code civil	250
Section 3. Les garanties	252
Chapitre III. La mise en œuvre du droit d'usufruit	254
Section 1. Le logement principal de la famille	254
Section 2. L'usufruit sur un portefeuille de titres	256
Section 3. Le droit de vote des actionnaires et propriétaires d'appartements	260
Section 4. La participation du conjoint survivant au passif successoral	260
Section 5. La déchéance du droit d'usufruit	261
Chapitre IV. La conversion et le rachat de l'usufruit	263
Section 1. La problématique	263
Section 2. L'évaluation de l'usufruit du conjoint survivant	263
Chapitre V. L'usufruit du cohabitant légal survivant	272
Section 1. Un décalque imparfait du mariage	272
Section 2. Un droit non réservataire	273
Section 3. Du danger de l'application par analogie	274
Chapitre VI. Perspectives d'avenir	275
Annexes	280
La gestion post mortem des biens successoraux	287
<i>Isabelle DE STEFANI</i>	
Chapitre I. Les clauses d'administration	288
Chapitre II. L'exécuteur testamentaire	293
Chapitre III. Le mandat posthume	294
Chapitre IV. Le legs d'usufruit	297
Chapitre V. La fondation privée	299
Chapitre VI. La société de droit commun	301
Conclusion	304